

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du Général De Gaulle – BP 1354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 07/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALSACHIMIE

BP 267
68490 CHALAMPE

Références : 0538_2022_03_30_ALSACHIMIE_CHALAMPE_VIIC_soustraitance

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 CHALAMPE. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le recours à la sous traitance est une pratique largement répandue dans les établissements Seveso. Le 6 décembre 2021, le BARPI publiait une synthèse relative à la sous-traitance et maîtrise des risques montrant que malgré une implication accidentelle relativement faible, les conséquences des accidents survenant sont relativement majeures. Le recours accru à la sous traitance sur certains sites peut être source de :

- perte de la maîtrise de l'installation et des activités sous-traitées,
- difficultés d'appropriation des risques par les parties prenantes,
- dilution des responsabilités vis-à-vis de la maîtrise des risques.

Les modalités de prise en compte et de gestion de la sous-traitance au sein de ces établissements sont notamment encadrées par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 (relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement). Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2022. Cette action consiste à mener des inspections ciblées sur la sous-traitance selon trois axes :

- la formation / sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures,
- la maîtrise des procédures d'exploitation,
- et la maîtrise des procédures d'urgence.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 CHALAMPE
- Code AIOT dans GUN : 0006700538
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampe, Bantzenheim et Ottmarsheim.

La plateforme WEurope est dédiée à la production d'intermédiaires principalement destinés à la fabrication du Nylon 6-6. Ces activités sont exploitées notamment par les sociétés ALSACHIMIE et BUTACHIMIE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'examen des procédures du système de gestion de la sécurité en lien avec la sous-traitance,
- le contrôle de sous-traitants réalisant des travaux sur site le jour de l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Identification des Entreprises Extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Identification des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Inspection commune préalable aux travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Évaluation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Organisation de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site n'a pas mis en avant de situation de non conformité. Des observations sont formulées par l'inspection en vue d'améliorer la gestion des entreprises extérieures sur le site. **Il appartient à l'exploitant de s'en saisir.**

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Procédure SGS relative à la sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - sous traitance
Prescription contrôlée : "[...]L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement."
Constats : Les dispositions relatives au Système de Gestion de la Sécurité du site sont intégrées par l'exploitant au document dénommé Manuel HSE (110 MHSE000). Dans ce document figure bien une intégration des aspects relatifs à la gestion des Entreprises Extérieures (EE) notamment aux chapitres 2 et 6, paragraphes 2.3 (permis de travail) et 6.2 (gestion des EE). Dans ces parties du SGS sont abordées les aspects liés aux « permis de travail » en renvoyant notamment aux procédures site : <ul style="list-style-type: none">• la 110 CS 081 « Règlement général d'hygiène et de sécurité à l'usage des entreprises extérieures »,• la 110 CS 082 « Plan de prévention »,• la 110 CS 031 « Procédure des travaux » et aux procédures annexes figurant dans les chapitres 3 et 5 des consignes générales de sécurité de la plateforme de Chalampé (procédures plateforme 110 CS 031 à 110 CS 054),• la 110 CS 022 « Contrôle des Entrées – Entrées des personnes ». <p>La mise en œuvre du SGS et des procédures associées est détaillées pour les thèmes contrôlés dans les points de contrôles ci-après.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des Entreprises Extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 1 du SGS - organisation "Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées."
Constats : L'exploitant a mis en place un ensemble de procédure visant à encadrer l'utilisation des EE pour la réalisation de travaux sur site. En lien avec la prescription contrôlée reprise ci-dessus, peuvent notamment être cités les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• la procédure 800 OR 001 (fonctionnement achats approvisionnements) : cette procédure encadre notamment le processus de sélection des entreprises extérieures. Cette procédure est notamment associée aux procédures Q2 800 OR 002 (gestion des fournisseurs critiques) et 120 MO 002 (gestion des aspects et impacts environnementaux du site) . L'ensemble de ces procédures prévoit bien d'attribuer une criticité spécifique à certaines EE notamment du point de vu des risques associés aux opérations sous traitées. Cependant lors du contrôle des éléments présentés par l'exploitant en salle, il est apparu que les critères de notation de la criticité (probabilité et gravité) étaient relativement subjectifs. Cette subjectivité a notamment conduit l'exploitant à coter en criticité de manière distincte et à plusieurs reprises deux entreprises susceptibles d'avoir les mêmes activités au sein du site. Il a par ailleurs été constaté au travers des analyses de criticité faite par l'inspection que le critère retenu pour la sécurité est souvent en lien avec la sécurité opérationnelle des personnes (au titre du code du travail) et non en lien avec le risque technologique (code de l'environnement). Il est également apparu que l'exploitant ne cotait pas en criticité un

ensemble d'EE (celles n'intervenant pas de manière régulière sur site, ou celles étant sous-traitante de sous-traitant).

- La procédure 110 CS 082 « Plan de prévention », décrivant notamment le processus de consultation des EE, le rôle de coordination de l'exploitant, et les modalités de mise en œuvre globale des plans de prévention.
- Le Formulaire 110 FO 105 (information préalable et données pour le plan de prévention) il s'agit d'un formulaire visant à collecter des informations relatives à l'identité de l'entreprise sous traitantes, aux modalités d'interventions prévues, à la sous traitance de deuxième niveau, aux matériaux et produits susceptibles d'être utilisés, à la nature des travaux, aux formations et habilitations du personnel susceptibles d'intervenir, etc.

Au delà du contrôle documentaire effectué par échantillonnage par l'inspection, le contrôle sur site de deux chantiers d'EE n'a pas permis de mettre en évidence d'écart vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Observation n°1 : Il est primordial que l'exploitant s'attache à mettre en œuvre une cotation exhaustive (pour tous ses sous traitant) et objective (basée sur des critères factuels et chiffrages), et prenant en considération de manière univoque les aspects relatifs aux risques technologiques de ses installations.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information / formation du personnel sous traitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance

Prescription contrôlée : Point 1 du SGS - formation :

"Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées."

Constats :

L'organisation de la formation des EE est notamment définie par les procédures :

- 110 CS 082 « Plan de prévention » : Dans cette procédure il est prévu que pour accéder au site, le personnel des EE doit assister à la formation « Accueil Sécurité Plateforme » et notamment remettre, en amont, les certificats de formation « Risque Chimique ». Sans ces éléments aucun badge d'accès ne peut être délivré. L'exploitant mentionne dans cette procédure que selon la nature des travaux à réaliser, les intervenants doivent disposer d'habilitations spécifiques. Ce dernier renvoie aux EE la responsabilité de s'assurer que son personnel est formé et habilité aux travaux à réaliser. Il mentionne la possibilité de vérifier la détention de ces habilitations au travers d'audit terrain. Les contrôles réalisés sur site sur deux EE prises par échantillonnage, quant à la possession des formations « accueil sécurité » et « Risques Chimiques », n'ont pas montré d'écart aux procédures de l'exploitant. Les deux EE contrôlées étaient des EE intervenant régulièrement sur les installations, il est apparu un bon niveau de connaissance des risques des installations et processus travaux mis en œuvre sur le site.
- 110CS031 « procédure exécution travaux » : qui prévoit que des formations spécifiques soient délivrées par le personnel de l'entreprise utilisatrice vers l'entreprise extérieure en cas d'usage d'équipement spécifique (analyse d'atmosphère par exemple) ou conditions de travail particulières (surveillance feu par exemple). Le recyclage pour ces formations est triennal. Lors du contrôle sur site il est apparu que les EE contrôlées avaient un bon niveau de connaissance des autorisations spécifiques à déployer sur site lors d'une intervention.

Observation n°2 : L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le renvoi de responsabilité vers les EE quant à la vérification des habilitations spécifiques dont le personnel doit disposer. Il est

<p>également de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer au travers d'une démarche de prévention et non de correction que les personnes qui interviennent sur site sont bien munies d'habilitation en lien avec les risques identifiés dans les plans de prévention ou autorisation de travail, notamment pour les habilitations qui sont en lien avec des scénarios d'accidents majeurs sur le site.</p> <p>Observation n°3 : Bien que l'inspection n'ait pas pu le constater factuellement, il apparaît pertinent que l'exploitant mette en œuvre des processus lui permettant d'accroître la connaissance des risques de ses installations par les EE qu'il emploie, et n'intervenant pas régulièrement sur ses installations.</p> <p>Observation n°4 : Bien que l'inspection n'ait pas pu le constater factuellement, il apparaît pertinent que l'exploitant mette en œuvre des processus lui permettant d'accroître la connaissance des formations spécifiques qu'il prodigue aux EE qu'il emploie, et n'intervenant pas régulièrement sur ses installations.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Identification des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
<p>Prescription contrôlée : Point 2 du SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs.</p> <p>"Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés."</p> <p>Constats :</p> <p>Les consignes liées aux risques spécifiques des installations sont transmises par l'exploitant à l'EE intervenante au travers de différentes étapes du processus travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la signature du contrat, l'exploitant joint systématiquement à son Cahier des Charges une annexe reprenant les règles spécifiques au site (document « Règles spécifiques au site de Chalampé », reprenant aussi les procédures générales précitées en terme de règles HSE, exécution de travaux, et plan de prévention, • lors de la demande d'accès au site, une formation (accueil sécurité) est obligatoire tous les 12 mois pour les personnels des EE. Cet accueil reprend les éléments relatifs aux risques d'accident majeurs. Il est à noter que lors des recyclages, cet accueil est modifié chaque année pour l'adapter au retour d'expérience du site de l'année passée, • avant la réalisation des opérations, une autorisation de travail reprend les risques liés à l'environnement des travaux et susceptibles de générer des accidents et, le cas échéant, des moyens de maîtrise des risques sont mis en place : permis feu, détection gaz, permis fouille, etc. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Inspection commune préalable aux travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 3 du SGS - maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation "Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures."
Constats : Les procédures déjà mentionnées dans les points de contrôle précédents permettent d'atteindre l'objectif fixé par la prescription contrôlée concernant les interventions réalisées par des EE. Il est à noter que conformément aux dispositions relatives au plan de prévention, deux visites préalables sont réalisées. La première où le donneur d'ordre est seul, la seconde correspondant à la visite commune préalable prévue par les dispositions relatives au plan de prévention. Ces visites ne sont pas retracées au niveau du plan de prévention, mais au niveau de l'autorisation de travail (les mentions relatives à ces visites étaient présentes sur les deux chantiers contrôlés sur site). En effet certaines EE disposent d'un plan de prévention générique compte tenu de leur présence en permanence sur le site. Ce dernier est révisé trimestriellement par l'exploitant, l'analyse des risques spécifiques aux interventions est formalisée au travers de l'autorisation de travail spécifique à chaque tâche réalisée. Le contrôle du chantier par le donneur d'ordre est formalisé au travers de l'autorisation de travail, il est variable selon la nature des travaux et la nature des installations concernées. Selon l'exploitant rencontré sur le secteur Adipique, cette surveillance est soit formalisée au travers de l'autorisation de travaux (a minima une fois par jour) soit comprise dans les rondes des opérateurs de l'unité (notamment en période d'arrêt). La réception des travaux se fait <i>a posteriori</i> par le donneur d'ordre ou l'utilisateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : évaluation des entreprises extérieures :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance
Prescription contrôlée : Point 6 du SGS - surveillance des performances : "Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles."
Constats : L'évaluation des EE est réalisée par l'exploitant au travers de la procédure 800_OR_001 "fonctionnement achats approvisionnements". Cette procédure et les processus associés permettent à l'exploitant d'évaluer périodiquement les EE que le service achat identifie annuellement en début d'année (conjointement à la revue de criticité des fournisseurs). A l'instar du processus de cotation de la criticité le processus d'évaluation contient des critères subjectifs. Par exemple aucun critère chiffré lié à la criticité n'est prévu pour établir l'évaluation périodique

de l'EE. Il est donc possible que certaines EE ne fassent pas l'objet d'une évaluation périodique. L'évaluation des EE passe par une consultation du client interne et du service achat afin d'évaluer différents critères dont l'Hygiène, la Sécurité, l'Environnement et l'Energie font partie.

Les notations se font sur une échelle de 1 à 4 (ou Non Applicable).

Les plans d'actions nécessaires sont gérés par le service Achats. Dans son processus l'exploitant prévoit la mise en œuvre d'un plan d'action pour :

- Les EE qui n'ont pas atteint le niveau requis (une note moyenne globale inférieure à 2.5, et/ou une note de HSE inférieure à 2) doivent mettre en place un plan d'action sous un mois. Le fournisseur est alors évalué lors de la campagne suivante .
- Pour les fournisseurs ayant une note globale supérieure ou égale à 2,5 et inférieure à 3, un plan d'action est recommandé pour les critères avec une performance faible, sur décision de l'acheteur. L'EE peut être ajoutée à la campagne d'évaluation de l'année suivante.
- Les EE en situation de monopole sont exemptées de plan d'action.

Bien que la notation examinée pour l'une des EE présente en permanence sur site, ne laisse pas apparaître de distorsion de notation, notamment du point de vue des performances HSSE, il apparaît important que le système de notation inclut un tiers, tel que le service HSE afin d'éviter que la personne qui effectue l'évaluation soit « juge et partie ». Selon l'exploitant cette pratique existe dans le processus, mais n'est pas systématisée et formalisée.

Il est par ailleurs à noter que le système tel que mis en place actuellement ne permet pas au donneur d'ordre en amont d'un choix d'une EE d'accéder à ces notations. Le fait de donner accès à ces informations aux clients internes, permettrait à ces derniers de sélectionner les EE avec lesquelles ils souhaitent travailler eu égard aux offres commerciales formulées, mais aussi aux performances globales de l'EE (dont HSSE).

L'exploitant met en œuvre un système d'audit sur son site en vu d'investiguer et corriger d'éventuelles dérives pouvant intervenir dans l'organisation des EE qu'il utilise. Ces objectifs sont actés annuellement lors des objectifs annuels des services et suivis périodiquement en revue de direction du site. Sur l'année 2021, 258 tournées HSE ont été réalisées par l'encadrement du site (ces tournées sont généralistes et visent aussi bien les EE que les salariés de l'exploitant, des aspects relatifs à la mise au travail sont contrôlés durant ces tournées), 228 audits ordre de travail (réalisés exclusivement par le service sécurité et portant sur le respect des Ordre de travail par les EE) ont été réalisés, ainsi que 19 visites des locaux des EE (dont le programme permet aussi d'aborder des parties relatives au système de management de la sécurité des EE).

Observation n°5 : Le critère monopolistique de l'EE ne peut être retenu pour exempter une EE de plan d'action dans le cadre de la prévention des accidents majeurs.

Observation n°6 : il apparaît pertinent que l'exploitant formalise et encadre la pratique décrite, où le service HSE évalue conjointement avec le client interne les performances HSEE de l'entreprise sous-traitante et notamment à l'éclairage des résultats des différents audits réalisés par l'exploitant.

Observation n°7 : Il apparaît pertinent que l'exploitant mette en oeuvre un système permettant aux clients internes d'accéder rapidement aux notations (notamment HSE) d'une EE avant d'effectuer leurs sollicitations.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS- sous traitance

Prescription contrôlée : Point 5 du SGS - gestion des situations d'urgence :

"En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements

Constats :

Au delà des éléments précités en matière de formation, et d'information des risques qui englobe également les aspects relatifs à la conduite à tenir en cas d'urgence, l'exploitant a mis en place avant le démarrage des travaux des EE un document dénommé « vigiminute ». Ce document se veut opérationnel et doit être rempli avant chaque intervention par l'EE qui intervient sur le site. Dans ce document on retrouve notamment des aspects liés :

- à la présence sur les installations des EE,
- aux risques présents dans l'environnement des opérations (atmosphère explosive, produits inflammables, ...),
- la localisation des équipements de sécurité tel que : téléphone d'urgence, extincteurs,
- la prise en compte des alertes (sirène/girophare ateliers).

Lors du contrôle sur site les deux EE avaient rempli le document précité. Le contrôle réalisé sur site, n'a pas mis en avant d'écart significatif quant à la formalisation de cette étape de mise au travail.

Concernant les aspects relatifs aux consignes/exercices d'évacuation, lors des 2 contrôles réalisés sur site auprès d'entreprises extérieures il est apparu que les EE avaient une bonne connaissance globale de la conduite à tenir en cas d'urgence.

Les personnes contrôlées des entreprises extérieures ont confirmé qu'elles avaient déjà participé aux exercices POI réguliers.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet